

PLUS LOIN

REVUE MENSUELLE

Numéro 9 - 15 NOVEMBRE 1925

ABONNEMENTS : 6 francs par an
15, Rue Ferdinand-Duval, PARIS (4^e)

UNE DATE

Les conflits entre individus sont éternellement renaissants; ils se règlent à coups de poings, par l'intervention de la loi, ou se résorbent dans une meilleure compréhension réciproque.

Les conflits entre groupements humains sont éternellement renaissants, mais le plus souvent fictifs; ils se règlent par la guerre, encore par la guerre, toujours par la guerre. Ce qu'on peut appeler le progrès en cette matière, c'est l'agrandissement graduel des groupements entrant en guerre; de hobereau à hobereau, de château-fort à château-fort, de duché à duché, on a abouti, par le triomphe de l'Etat « un et indivisible » à la « guerre joyeuse » entre nations.

La moitié du globe semble disposée à renoncer à ce suprême recours : Arbitrage, arbitrage, arbitrage. Inutile de ridiculiser ni de glorifier les acteurs en scène; les causes du revirement sont ailleurs : horreurs de la dernière guerre, appauvrissement général, etc.; disons simplement : triomphe du bon sens par une évolution intelligente.

Est-ce à dire que l'ère militariste est définitivement close? Que l'on saura éviter les conflits de races, Jaunes et Yankees, Noirs et Blancs? Non, mais il y a au moins l'espoir que se complète la victoire pacifique des idéologues contre les réalistes.

Entendu : l'Etat et la propriété individuelle sont toujours là; aujourd'hui comme hier, l'homme exploite l'homme. Oui, mais ne voit-on pas que disparaît la principale raison d'être de l'Etat, la défense contre l'extérieur, et que — lentement sans doute — et sûrement se dessine le Conflit Suprême : le travailleur libre contre la puissance de l'argent.

QUELQUES PROBLEMES DE LA VIE COMMUNALE

Dans la présente série d'articles, recherchant une organisation communale qui convienne à des esprits libres, nous avons successivement marqué notre abhorrence des procédés de la politique, l'utilité d'envisager dès maintenant le fonctionnement des services publics, puis nous avons pris en exemple l'instruction dans un centre villageois. Nous avons indiqué, dans ce cas particulier, qu'il y avait de quoi occuper au moins trois groupements d'individus ne craignant pas les initiatives et s'intéressant soit au bien-être

des enfants en âge d'aller à l'école, soit à celui de la jeunesse qui poursuit ses études au loin, soit enfin à satisfaire l'esprit curieux des adultes et personnes d'âge. Au sujet de l'instruction primaire, il eût peut-être été bon d'insister un peu plus sur le rôle que la communauté entière doit jouer dans la formation des caractères enfantins en dehors de l'école : respecter leurs jeux, leurs initiatives, leur exubérance, mais en même temps, leur faire sentir le poids de l'opinion publique réprouvant la tricherie, les disputes trop fréquentes, les gamineries mauvaises. Le public est souvent responsable par son inaction du développement des mauvais penchants.

Mais revenons à nos moutons et donnons notre liste des besoins de l'individu que la communauté peut aider à satisfaire; aucun des points énumérés n'étant du reste réellement indépendant des autres, et le classement étant purement artificiel : 1° Eau, éclairage, chauffage, force motrice (électricité); 2° Voirie, hygiène, vidange; 3° Soins aux malades, aux femmes en couche, hôpital; 4° Ecole primaire, jeunesse, adultes; 5° Routes et chemins, transports en commun; 6° Liaison avec le commerce, foires, marchés; 7° Liaison avec l'industrie; 8° Liaison avec l'agriculture; 9° Service des postes, distribution des lettres.

Répétons que cette énumération ne prétend pas à la logique parfaite, que vingt personnes l'envisageront de vingt manières divergentes et, que d'un bout à l'autre d'un territoire comme la France, il doit être répondu différemment à la question posée. La mer, la montagne, la rivière apportent leurs richesses et leurs menaces; profiter des unes, se défendre des autres; soulève d'innombrables problèmes dont chacun ne peut être résolu avec efficacité que par un organisme local. C'est bien là un des points où l'on constate l'impuissance profonde d'un Etat centralisé; il ne peut qu'opposer une sourde oreille à des besoins extrêmement diversifiés.

En général, cependant, on peut reconnaître dans toute communauté, des nécessités internes, l'hygiène de ses maisons, la coquetterie de ses rues et de ses abords, l'utilisation de son sol; et des liaisons avec l'extérieur, routes, approvisionnements, écoulement de l'excédent de ses produits. Vis-à-vis du monde extérieur, on peut aussi parler de défense — pour un village établi sur les deux côtés d'une grande route, le passage des autos en démenace — et d'appel pour combler des ressources insuffisantes et se tenir au courant des choses nouvelles.

Il n'est pas dans mon intention de traiter en détail, chacune des catégories ci-dessus énumérées. Tout le monde imagine ce qui pourrait être dit en matière d'hygiène de l'habitation et des soins à porter aux malades, ce qui pourrait être dit et ce qui devrait être fait. Il n'y a pas grande erreur à affirmer que la sanitation rurale n'existe pas en France, et que cela n'est guère différent dans l'urbanisme; on en est encore au stade parlottage. Quiconque ouvre les yeux, soit en ville, soit à la campagne, se rend parfaitement compte que, abandonné aux soins des autorités,

c'est un enterrement de première classe. Je me rappelle un escalier de la rue Grenéta, il y a vingt ans; a-t-il cessé de puer depuis lors? Et le fumier de tel de mes voisins, à trois mètres de sa table à manger? Voilà un large domaine où des volontés individuelles pourraient agir sans attendre, ni la permission de l'Etat, ni le lendemain de la Révolution; et le sentiment public serait avec les gens d'initiative.

On peut être étonné de voir mentionner dans la liste ci-dessus, le service des postes qui est bien considéré comme un privilège du pouvoir central. Respectons-le comme tel en ce moment, mais demandons-nous en même temps s'il ne peut être amélioré par des activités locales. Il y a au moins le service des facteurs ruraux qui ne satisfait pas partout les usagers; mais n'insistons pas, car d'autres problèmes moins familiers sollicitent notre attention.

Voyons d'abord les relations d'un organisme villageois avec une industrie établie sur son territoire. En général, la direction se borne à acheter du terrain, à embaucher des habitants; pour le reste, elle sait se débrouiller, elle a ses techniciens, de l'intelligence et l'habitude de commander; s'il se produit le moindre conflit, c'est l'industrie qui aura le dernier mot. Même, s'il le désire, l'industriel deviendra le potentat local en toute matière ou se contentera de tenir la municipalité dans sa main. Et nous ne parlons pas ici des cas où tout est sacrifié à l'industrie, comme par exemple en certains pays de mine. Néanmoins, il se trouve généralement dans l'agglomération quelques individus indépendants qui peuvent maintenir les revendications de la vie champêtre contre l'industrie qui empesté l'atmosphère, salit les eaux et défonce les chemins, et souvent modifie profondément la vie locale en faisant appel à une main-d'œuvre étrangère. D'autre part, si les partis en présence veulent y mettre de la bonne volonté, des améliorations évidentes peuvent surgir de leur collaboration: l'usine pourra souvent faciliter la distribution des commodités: eau, gaz, électricité, force motrice; elle pourra parfois fournir aux habitants, un lavoir à eaux tièdes par ses eaux de condensation. Il faut bien comprendre que l'établissement d'une industrie à la campagne soulève des problèmes d'ordres divers; il y a certes le conflit éternel entre ouvriers et patrons; mais il y a autre chose aussi; la source de litiges n'en existerait pas moins si ce fût un syndicat ouvrier qui possédât l'usine. Les conditions du travail sont tellement différentes aux champs et dans l'industrie qu'il se crée des mentalités autres. Nous reprendrons cette question dont la discussion en ce moment, nous mènerait plus loin qu'il ne semble à première vue.

Les rapports entre villages et usines existantes n'épuisent pas la question qui nous occupe. Les recherches sur la nature du sol et du sous-sol dont nous avons déjà dit un mot, susciteront, parfois, des études plus approfondies, aboutissant peut-être à la découverte de matières intéressantes. Il n'est pas fait allusion ici à des recherches qui dépassent les compétences locales ou le cadre de la commune — houille verte, houille blanche, pétrole, etc. — mais de la nature des couches peu profondes qui peut fort bien provoquer la création d'industries nouvelles. La collectivité rurale possède un intérêt primordial à ce que l'exploitation envisagée se fasse au profit de tous et sans défigurer les aspects du paysage.

Il est un autre sujet, dont on peut dire ici un mot, celui de la disparition des ouvriers d'état. Si l'on rencontre encore au village, des maçons, des menuisiers, des ouvriers en fer, c'est que des circonstances particulières les y ont retenus; presque toujours la possession d'une maison et

d'un domaine cultivé; autrement dit, ils ne travaillent comme artisans que pour remplir les vides de leurs occupations champêtres. Autrement, il est clair que la différence des salaires doit les entraîner rapidement vers les grands centres. Ce qui est clair aussi, c'est que les apprentis ne peuvent acquérir, dans ce milieu, des connaissances bien sérieuses, et que rares sont ceux qui, ayant été se perfectionner en ville, retourneront à la vie rurale. C'est qu'alors le désir d'une existence plus libre, d'une besogne plus diversifiée que dans les chantiers urbains, aura prévalu sur la qualité du salaire. Nous reviendrons plus tard sur cette question, dans un cadre plus large.

De tous les sujets que nous avons à élucider, le plus délicat est certainement celui de la liaison de la communauté avec l'agriculture. Il serait sans doute facile d'en parler superficiellement et de tirer quelques déductions hâtives. Au contraire, il me semble indispensable d'entrer dans telles digressions qui nous permettent, semble-t-il, d'aller au fond des choses, et d'envisager une question plus vaste, non limitée à un centre villageois ni à notre époque mercantile, celle d'une organisation agraire dans une société qui ne reconnaît pas la propriété individuelle.

Rappelons tout d'abord le peu d'intérêt que l'ouvriérisme naissant a porté aux travailleurs du sol, ou si l'on veut le peu de succès des tentatives qui ont été faites. Pour tout dire, avant la guerre, la vie rurale ressemblait étrangement à la misère, et l'on ne pouvait s'étonner que tant de gens aient fui les conditions dans lesquelles ils étaient parqués. Les circonstances, non pas une bonne volonté humaine, ont bouleversé les situations. Le fait pour les sociétés civilisées d'avoir cotoyé la famine, a rendu son importance au travail du sol. Actuellement dans les populations rurales que je connais, il n'y a pas de pauvre, et le terrien se sent être devenu l'arbitre des destinées du bourgeois et de l'ouvrier d'usine. Ceux des champs, agriculteurs et éleveurs, tiennent le monde par la gorge, par la gueule plutôt; ils peuvent poser leurs conditions, car ils savent qu'on ne les remplacera dans leur office — pas plus un cultivateur qu'un poète.

Il est rare que dans un groupement villageois même, les travailleurs du sol forment la population totale; s'il n'y a pas la moindre industrie, s'il échappe à la diffusion citadine des bourgeois retirés, il s'y trouve au moins quelques commerçants. D'autre part, les paysans forment la majorité dans une très forte proportion des centres ruraux. Seulement, le même vocable recouvre une grande complexité d'activités différentes et d'intérêts dissemblables.

Entre le propriétaire non-travailleur — même parfois, non-résident — et les ouvriers agricoles, travailleurs non-propriétaires, il existe une masse très considérable, formant la majorité dans l'ensemble du pays, de petits paysans à la fois propriétaires et travailleurs, de fermiers et de métayers travailleurs par eux-mêmes, mais devant, le plus souvent, se faire aider par une main-d'œuvre rétribuée à la journée.

La proportion numérique des catégories diffère de province à province; il est probable que dans les districts de grandes propriétés, le nombre des paysans non-propriétaires est très élevé; mais dans tout le Centre, de nature diversifiée, coteaux et vallées, bois et champs, prairies et rochers, le pourcentage des non-propriétaires est excessivement faible. Tel village ne comporte pas un seul travailleur du sol, ni même un seul ouvrier d'usine, qui ne soit possesseur, au moins, d'un lopin de terre pour légumes ou pour une barrique de vin. La seule exception qu'il faille faire est celle d'étrangers récemment immigrés, Italiens ou Es-

pagnols, et celle d'une portion des métayers, car la plupart d'entre eux ont leurs biens propres.

Dans ce qui suit, sauf indication contraire, sous le titre de paysan, il est entendu qu'il est question des propriétaires qui font « valoir » eux-mêmes.

Les traits caractéristiques du travail de la terre sont, me semble-t-il, au nombre de trois : l'assujettissement pour les soins à donner au bétail, la dépendance absolue sous laquelle on se trouve par rapport aux phénomènes météoriques et cosmiques, et enfin la nature aléatoire du rendement. Le développement de ces conditions et les conséquences qu'elles entraînent, feront l'objet de mon prochain article.

P. RECLUS.

LE PROGRES MORAL

L'AMOLLISSEMENT DES MŒURS

(Suite.)

Car il faut bien dire que la civilisation comportant une richesse relative attire les convoitises des barbares environnants : Égyptiens, obligés de se défendre contre les pillards du désert ou de la Nubie; Chaldéens, contre les nomades de l'Ouest et les montagnards de l'Est et du Nord, etc.

On a vanté le tempérament belliqueux et les vertus guerrières des gens de la montagne. Parlons d'abord du tempérament belliqueux; nous verrons un peu plus loin ce qu'il faut penser de leurs vertus guerrières.

Les montagnards, la plupart des montagnards, vivent assez misérablement, n'ayant que quelques pauvres troupeaux de moutons ou de chèvres. D'où la tentation de descendre dans les plaines cultivées voisines, juste après la récolte, pour piller ce que les laboureurs ont tiré de la terre après un labeur acharné : Monténégrins, tombant périodiquement sur leurs frères serbes (1) du sandjak de Novi-Bazar ou essayant un coup de main sur Scutari d'Albanie; Albanais, descendant dans la plaine de Kossovo et partout où il y a à prendre; montagnards Kurdes, venant dépouiller les Arméniens cultivateurs — comme autrefois les Assyriens descendant dans la Chaldée, envahie plus tard par les Mèdes, puis par les Perses — comme les Écossais des hautes terres (Highlanders), faisant des incursions dans la plaine, etc.

Aujourd'hui encore, les montagnards de la bordure orientale de l'Afghanistan essayent des coups de main vers les plaines de l'Indus, et fournissent au gouvernement anglais le prétexte de faire pression sur le gouvernement de Kaboul (2). Et l'actualité met en vedette les montagnards rifains au Maroc et les montagnards druses en Syrie (3).

(1) Je dis serbes, quoiqu'alors assujettis à la Turquie.

(2) Comme les incursions des pillards Kroumirs, montagnards en bordure de la frontière algérienne, servirent de prétexte au gouvernement français pour faire la conquête de la Tunisie.

(3) La richesse minière du Rif est probablement la cause de la guerre actuelle. Auparavant, il n'y avait que des razzias locales de tribus à tribus. Les Rifains, trop pauvres, allaient faire la moisson en Algérie comme ouvriers agricoles. La découverte de gisements miné-

Les montagnards sont divisés en clans, presque toujours hostiles les uns aux autres, tout au moins se jalouant fort. Je l'ai vu en Albanie, on le voyait autrefois en Écosse. La montagne ne permet guère une autorité centralisée, et il est extrêmement rare, et c'est en tout cas temporaire, que les clans reconnaissent l'autorité unique d'un chef de guerre. Les chefs de clans sont indépendants. C'est une sorte de régime féodal avec des pasteurs guerriers. Il y a peu ou pas d'esclaves, car il n'y a pas de travail rémunérateur à leur faire exécuter. Les travailleurs à dépouiller sont hors du territoire. Les expéditions sont des coups de main, isolés et rapides, opérés par un ou plusieurs clans.

On peut mettre sur le même pied montagnards et nomades, quoique ces derniers aient plus rarement acquis une réputation guerrière. Je pense que c'est parce que, leur coup fait, ils se dérobent par la fuite et tirent leur impunité de leur mobilité. Les montagnards s'enfuient aussi et se dérobent dans les repaires, à peu près inaccessibles de leurs montagnes, sans routes et sans accès; mais ils y sont parfois acculés et alors obligés de se défendre farouchement.

Les conditions générales qui déterminent les expéditions guerrières des uns et des autres, et aussi des peuplades pratiquant la piraterie sur mer, sont les mêmes : d'abord la médiocrité de l'existence à côté de populations à vie meilleure, puis le sentiment de l'impunité à cause des conditions d'habitat (soit repaires inaccessibles, soit protection des larges espaces du désert ou de la mer).

Les uns et les autres procèdent également de la même façon, par surprise, par coup de main. Le plus souvent, ils ne sont pas assez forts pour attaquer les civilisés en face (1). Ils ne tiennent pas à faire de la bravoure, ils

raux importants amena la formation de nombreuses sociétés capitalistes « d'étude » : groupe Mannesmann, groupe Gardiner, groupe Pedraza, etc., de nationalités différentes. Un des derniers syndicats constitués, un syndicat américain, devait exploiter, d'accord avec Abd el Krim, un secteur de 80 kilomètres de côte, à l'est et à l'ouest d'Alhucemas, s'étendant jusqu'aux limites de la zone française. Abd el Krim eût fourni la main-d'œuvre à bon marché et eût encaissé des redevances intéressantes. Le gouvernement espagnol a toujours refusé de reconnaître les arrangements entre les capitalistes étrangers et les cheiks rifains. La rivalité entre les financiers, les uns soutenus par le gouvernement espagnol, et leurs concurrents qui avaient lié partie avec Abd el Krim, a donc prolongé les hostilités, jusqu'à ce que le triomphe et la cupidité du chef rifain aient poussé son ambition à s'emparer de tout le Maroc. Du côté français, il y eut sans doute quelque maladresse de la résidence, qui, en avançant les postes à la ligne frontière, ligne géographique coupant en deux des tribus indépendantes, paraissait faire pression sur les Rifains (au profit de qui?).

Il est amusant de voir les communistes bolchevistes, qui se déclarent avant tout antidémocrates, représenter les Rifains comme de sincères républicains et leur chef de guerre comme un chef démocrate.

Dans le djebel Druse, pays en partie sans eau et sans arbre, les habitants complètent leurs maigres ressources par des expéditions de pillage, que les Turcs n'avaient jamais pu réprimer. Mais il faut dire que c'est l'autoritarisme du résident local, un capitaine français, qui a été la cause, l'occasion ou le prétexte de la révolte générale.

Toujours est-il que, comme dans le Rif, les hostilités locales ont été le point de départ d'un mouvement général d'indépendance.

(1) Les indigènes des colonies n'ont pas d'autre moyen de se défendre contre les armées européennes. Quand celles-ci ont subi des désastres retentissants, c'est toujours par surprise et attaque brusquée (Anglais au Soudan, Italiens en Abyssinie, Espagnols au Maroc, Français en Algérie et au Tonkin, etc.). Au fond, la surprise, c'est-à-dire assaillir l'ennemi sur son point faible, est le fondement de toute stratégie. Quand les héros d'Homère se battent, quand les gentils chevaliers du moyen âge se provoquent en combats loyaux, comme au fameux combat des Trente en 1351, ce n'est plus de la guerre, c'est plutôt une sorte de sport. (Je ne parle pas des misérables soldats de pied.) Aussi, Bayard estimait-il que l'usage des armes à feu faussait le franc-jeu.

cherchent tout simplement à tirer profit de leur expédition. L'attaque brusquée en pleine paix apparente leur sert merveilleusement. Les civilisés ont eu, de tout temps, à se défendre contre des incursions inattendues, alors que la population était en plein travail.

Assaillir par surprise des gens au travail et se retirer en hâte ne prouve pas un courage supérieur à celui des adversaires. Pas plus que l'attaque brusquée d'un apache sur un passant au coin d'une rue ne signifie une supériorité morale.

Il est difficile de se garder contre des attaques imprévues. Les expéditions punitives n'ont pas toujours de succès, surtout quand il s'agit de nomades insaisissables. On connaît l'échec de l'expédition de Darius contre les Scythes. Les Romains connurent aussi pas mal d'ennuis quand ils eurent affaire à des ennemis très mobiles (Numides, Parthes, etc.). Les Touaregs, pillards de caravanes, et les Maures de l'Ouest saharien ont pu résister très longtemps à l'expansion de la domination française.

Les grands empires d'autrefois pensèrent résoudre le problème de la sécurité générale en édifiant des barrières fortifiées. La grande muraille de Chine suffit longtemps à protéger l'empire du Milieu contre les incursions des barbares mongols. Les Romains établirent des fortifications semblables dans la plaine danubienne (mur de Trajan) et aussi au nord de la Grande-Bretagne contre les attaques des Calédoniens (mur d'Adrien).

Le plus souvent, en effet, une simple muraille suffisait à arrêter les pillards, incapables de faire un siège, incapables de pénétrer dans un bourg fortifié autrement que par surprise. Aux époques troublées, chaque village se resserre et s'entoure d'une enceinte. En Albanie, chaque maison est une forteresse.

La défense la plus difficile à assurer était celle des côtes des pays continentaux contre les descentes inopinées des pirates. Sans remonter aux Crétois, aux Phéniciens et aux Grecs qui, ayant débuté comme corsaires, finirent par s'emparer de l'empire des mers et en faire la police eux-mêmes, les incursions des Normands, des Sarrasins, des Barbaresques inquiétèrent longtemps les côtes européennes. La course des corsaires barbaresques dura encore au début du XIX^e siècle, dans le bassin occidental de la Méditerranée, et fut une des causes de la conquête de l'Algérie.

Les expéditions punitives obligent les « barbares » à fournir des otages et à se tenir tranquilles pendant quelque temps, ou bien asservissent complètement le pays. C'est justement en les asservissant ou en y recrutant des troupes que les empires civilisés les éduquent dans l'art de la guerre; ils leur font connaître leur armement, leur manière de combattre, les moyens de faire un siège; ils leur imposent un chef commun, un chef tributaire, un chef responsable de la tranquillité locale. Mais ce chef unique (ou un rival) devient facilement un chef de guerre, si les occasions deviennent favorables. N'ayant rien à perdre et tout à gagner, les barbares, éduqués dans l'art de la guerre, pourront faire une guerre de conquête contre un empire en déliquescence. Je dirai plus loin les conditions habituelles de cette déliquescence.

La conquête faite, les barbares s'assimilent à la civilisation convoitée. Les Chaldéens ont successivement absorbé leurs vainqueurs : Assyriens, Mèdes, Perses, et l'adminis-

tration babylonienne a été adoptée par tous les conquérants, même par les Grecs.

De toute façon, par contrainte ou par assimilation, le brigandage a presque partout disparu, sauf en Orient où il est sur son déclin, et dans quelques pays exotiques. Il était autrefois beaucoup plus répandu.

Je ne veux pas dire que le brigandage fût le monopole des montagnards et des nomades. La montagne fut souvent le dernier asile de l'indépendance des peuples envahis, tout au moins d'une partie de la population fuyant le brigandage des conquérants. Les hommes les plus énergiques, les révoltés, se réfugiaient dans la montagne où ils vivaient en outlaws. Dans les montagnes des Balkans, les haidouks, qu'on appellera plus tard les comitadjis, firent en enfants perdus une lutte continuelle contre l'oppression turque et contre celle des gros propriétaires musulmans, spoliateurs des biens des vaincus — lutte qui ne fut pas toujours sans excès et sans fripouilleries.

Je ne veux pas dire, non plus, que les civilisés eussent toujours raison contre les barbares. La formation des empires a été faite d'iniquités. Mais ce ne sont pas les civilisés eux-mêmes, les travailleurs civilisés, qui ont jamais eu intérêt à faire la guerre et à fonder des empires. Sans doute, des gouvernements de marchands, des oligarchies de mercantis (Phéniciens, Carthaginois, Vénitiens, etc., etc.) ont-ils entrepris des expéditions guerrières pour s'assurer soit des marchés de matières premières, soit des débouchés, et conquérir des monopoles commerciaux aux dépens des autres peuples. Ce sont les ancêtres des gouvernements capitalistes modernes (se disputant des zones d'influence et exerçant le brigandage colonial). Mais y a-t-il solidarité entre ces oligarchies financières et le peuple des travailleurs qu'elles gouvernent, cela est une autre question, qui n'a aucun rapport avec le sujet des articles en cours.

Primitivement, ce sont les chefs de gouvernement qui font la guerre pour avoir de nouveaux tributaires et augmenter leur trésor personnel. Ils s'attaquent de préférence à d'autres peuples civilisés, ils cherchent à s'emparer de territoires riches, déjà mis en valeur. Les expéditions contre les montagnards ou les nomades n'ont jamais été que pour assurer la tranquillité des confins ou la sécurité des passages. Mais les populations civilisées elles-mêmes, dont les chefs se couvraient de gloire et de richesses, n'ont jamais fait la guerre par plaisir, sauf quelques jeunes gens poussés par le goût des aventures et l'appât du butin. Elles avaient tout à perdre et rien à gagner. C'est sans doute ce qui a fait dire que le bien-être comporte l'amollissement des mœurs.

(A suivre.)

M. PIERROT.

TCHERKESOV

(Suite)

Durant neuf ou dix années, jusqu'en 1892, Tcherkesov passa quelques temps dans son pays, en Géorgie même; il resta aussi en Asie-Mineure, à Trébizonde, à Constantinople, en Bulgarie et se trouva en dernier lieu à Ploeshti, en Roumanie, où demeurait un de ses amis, le socialiste roumain, C. Dobroglanu-Gherea, auteur très estimé, échappé,

lui aussi, de la Russie. Je ne sais si ce furent les exigences de la vie (qu'il gagnait toujours par quelque travail d'occasion, restant très pauvre toute sa vie), ou les persécutions des mouchards russes qui le dénichaient partout, qui le refoulerent ainsi de pays en pays. En tout cas, c'est alors qu'il acquit une large expérience des problèmes nationaux du Caucase, de l'Asie-Mineure et des Balkans et il vit la « pénétration » russe de ces pays à l'œuvre. Durant ce temps, par exemple en Bulgarie, le prince Alexandre et le ministre Stambouloff, qui avait le malheur de déplaire à la Russie, furent, l'un chassé, l'autre coupé en morceaux; et bien d'autres aménités analogues avaient lieu. Tcherkesov ne parlait pas inutilement de ces choses, mais son coup d'œil fut vite aiguisé et les allèchements libérateurs panrusses, n'eurent pas d'attrait pour lui quel que fût leur déguisement.

Pendant l'été de 1892, il arrive à Londres où son ancienne amitié avec Kropotkine et Malatesta, Stepnick et d'autres Russes, lui donne immédiatement une place reconnue dans les milieux avancés russes, français, italiens et, dès que la langue le permet, dans le milieu anglais de *Freedom*. J'ai oublié si ce déplacement avait pour but direct, de s'appliquer à intéresser l'opinion publique anglaise en faveur de la Géorgie. En tout cas, ce fut là un but qu'il poursuivit avec la même ardeur que la propagande anarchiste et le mouvement révolutionnaire russe.

POUR LA LIBERTÉ DE LA GÉORGIE

Il était pour ainsi dire, l'ambassadeur des patriotes géorgiens qui, à défaut d'autres moyens, voulaient que l'Europe rappelât à la Russie, son obligation de se conformer au traité de 1801, qui garantissait l'autonomie permanente de la Géorgie dont les Russes avaient fait, depuis longtemps, une province russe. Il exposa la cause géorgienne dans le *Times*, en 1886, puis dans un long article *Georgian Treaties with Russia*, paru dans la revue *Nineteenth Century*, de mai 1895, pp. 832 à 847. Il en parla successivement avec des hommes politiques anglais, sir Charles Dilke et d'autres, il gagna l'amitié d'un ancien consul anglais, Mr. W. qui, lui et sa sœur, aimaient vraiment la Géorgie et en avaient appris même la langue si difficile. Lorsque Elisée Reclus vint à Bruxelles, Tcherkesoff fit, par son intermédiaire, la connaissance d'experts en droit international et leur présenta le cas de son pays. Il se lia de vraie amitié avec le professeur et juge Ernest Nys et aussi avec le vieux sociologue Guillaume De Greef. En 1900, paraît une brochure russe sans nom d'auteur, due à Hambachidzé père; elle raconte une nouvelle offensive russificatrice, cette fois dirigée contre l'Eglise nationale géorgienne, dernier vestige de l'ancienne indépendance. Un peu plus tard, d'autres amis de Tcherkesov arrivent à l'étranger et publient, en français, *La Géorgie* (en géorgien *Saghartvelo*), à Paris. Leur groupement s'appelle « Parti socialiste-fédéraliste-révolutionnaire géorgien » (1903 à 1905) et une de leurs brochures donne le compte rendu étendu de leur première conférence (1904). Enfin, dès le mois d'octobre 1905, la presse géorgienne du pays même, désormais libre pour quelque temps, discute ouvertement ces revendications.

Tcherkesov, nous l'avons dit, aimait passionnément son pays et ne se lasse pas d'en dépeindre les beautés naturelles et son caractère cultivé et antique. Le feu sacré enlevé par Prométhée, enchaîné au Caucase, la Toison d'Or des Argonautes, d'autres mythes furent expliqués par le naphte de la

montagne enflammé par un éclair, par les peaux d'animaux dont la laine cueillait l'or dans l'eau des torrents rapides, etc. Et les cottes de mailles qui, encore au XIX^e siècle, rappelaient l'âge de la chevalerie, les belles femmes, les ruines pittoresques et les gorges de montagnes, la vigne des coteaux, les poésies et traditions, ce poète fameux dont la *Kelmscott Press* de William Morris publia une si belle édition — comme Tcherkesoff fut heureux de nous en parler et nous en montrer des illustrations. Ainsi, la cause de la Géorgie fut gagnée auprès de tous ceux qui l'ont connu et il s'agissait d'une indépendance ou d'une autonomie douce et inoffensive, sans haines, sans monopole, revanche et représailles économiques ou guerre fiscale odieuse, continuelle. Il n'a pas un mot contre le peuple russe pour lequel il lut-tait lui-même, ni contre le peuple turc qu'il connaissait de près et qu'il aimait, ni contre les Tartares qui s'entendent toujours bien avec les Géorgiens. Bref, ce fut un nationalisme non agressif, mais de pure défensive et sans ambitions économiques auxquelles on ne pensait même pas alors.

Cette question qui lui était si chère, n'entraîna du reste aucunement dans sa propagande anarchiste, qui fut identique aux grands courants anarchistes, une voie moyenne entre Kropotkine et Malatesta peut-être, entre lesquels, eux que la distance séparait, il fût un lien commun, aussi par les relations personnelles. Il se lia d'amitié avec B. Kampffmeyer, avec le mystérieux George Guyon (Paul Reclus) de cette époque (1894-95-96), avec Elisée Reclus et Domela Nieuwenhuis; il fréquentait V. Richard, Guérineau, Alfred Marsh, Mrs. Dryhurst, H. W. Nevinson, Hermann Jung, le docteur G. B. Clark, plus tard miss G. Davis et bien d'autres. A un moment, je me rappelle, sa santé parut sérieusement ébranlée; il alla alors se refaire en Suisse, chez des Russes du côté de Clarens, et, en voie de guérison, il entra en lice dans une réunion russe, à Genève, contre le grand Plekhanov qui ne s'y attendait pas. Il revint rajeuni; c'est à cette époque, vers 1897, qu'il fit un long voyage secret en Géorgie où il rencontra beaucoup de ses amis de jeunesse. Il y avait un grand nombre de Géorgiens parmi les accusés du grand procès de Moscou (1875), appelé le procès des 50, celui de Sophie Bardina. Ce fut par excellence le procès des plus dévoués propagandistes et leur traitement féroce, contribua à donner au mouvement russe, une direction terroriste. Vingt ans plus tard, une partie de ces victimes était rentrée en Géorgie et inspira, alors, les nouveaux mouvements et celui de la renaissance nationale. Tcherkesov nous revint retrempe et il fit, alors, quelques voyages moins étendus en Hollande, dont l'un aboutit à sa rentrée à Londres, en octobre 1899, avec une vaillante jeune compagne, qui depuis, a partagé son sort, en Angleterre, en France, en Russie et au Caucase. Ils trouvent, en plein Kentish Town, un quartier populaire de Londres, à côté de la grande rue, une petite oasis de rues propres et tranquilles et leur grande chambre hospitalière fut un des rares endroits de Londres où on sentait un souffle de la vie libre et fraternelle de l'avenir que nous ne verrons plus.

LES ÉCRITS DE TCHERKESOFF

Tcherkesoff était indigné comme nous tous, des prétentions de la social-démocratie qui, tout en proclamant un socialisme toujours plus émasculé et réformiste, représentait cet avortement comme le produit d'une essence scien-

lifique absolument unique, d'une science dévolue sur Marx et Engels et à la rigueur, et à distance propre, sur Karl Kautsky et un petit nombre d'autres. C'était inepte, mais les ouvriers n'avaient pas les moyens de vérifier ces assertions et Tcherkesov fit une besogne excellente, en montrant l'origine et la filiation du socialisme, qui ne fut jamais l'œuvre de quelque penseur unique, mais fut élaboré collectivement par des hommes qui puisaient aux sources vivantes de la pensée libre de tous les siècles et qui furent fiers d'admettre cette solidarité avec la pensée commune de l'humanité et ne rêvaient pas à se créer un monopole d'idées. Ces études, parues dans les *Temps Nouveaux* et dans *Freedom*, forment les petits bouquins : *Pages d'Histoire socialiste* (aux *Temps Nouveaux* 1896, 64 p.) et *Précurseurs de l'Internationale* (à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, de Bruxelles, 1899, 144 p.); mentionnons encore quelques paroles adressées à Liebknecht, lors du congrès international de Londres, *Let us be just* (Soyons justes, dans *Freedom* et en brochure, 1896, 10 p.), un rapport adressé au congrès anarchiste de Paris (1900), *L'Action économique et révolutionnaire* (en italien, Londres, 1903, 16 p.), *Concentration of Capital, à Marrign Fallacy* (Londres, *Freedom* 1912, 25 p.), etc.

Un jour, en 1899, je pense, Tcherkesov parcourait par hasard, chez Domela Nieuwenhuis, la brochure de Victor Considérant : *Principes du Socialisme. Manifeste de la Démocratie au XIX^e siècle...* (Paris, librairie phalanstérienne, 1847, 157 p. in-16); il en existe une édition de 1841 (*Bases de la Politique positive*, Paris, « La Phalange », IV, 119 p., in-8°). C'est une des brochures fouriéristes les moins rares. Il fut frappé par des ressemblances avec le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels (1848, février) qu'il avait gardé en mémoire d'après sa traduction russe imprimée à Londres dans les années soixante et attribuée à Bakounine. Il vérifia du reste d'après une autre édition, et revint à Londres fermement convaincu que Marx et Engels étaient de vulgaires plagiaires qui avaient volé le travail de Considérant. Il se mit à comparer les deux textes et ses articles *Un Plagiat très scientifique, A propos de deux Manifestes* (*Temps Nouveaux*, 14 avril au 26 mai 1900) sont le résultat de son travail. Il en a parlé plus tard, dans une réponse à Kautsky et il m'a montré en 1903, de quelle manière peu consciencieuse F. Engels se servit, pour un livre paru en 1845, d'un livre de Buret (1840); tout cela se trouve aussi dans les *Temps Nouveaux* et dans *Freedom*.

Je crois qu'il n'est personne ayant vu mes travaux sur Bakounine, ou connaissant l'esprit de ce que j'ai pu écrire en observations générales, qui m'accusera d'une tendresse quelconque envers Marx et Engels et leurs adhérents. Et pourtant, je dois dire que les arguments de Tcherkesov ne m'ont jamais donné complète satisfaction et il a, du reste, toujours connu mon scepticisme à ce sujet.

**

1905 — L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DE TIFLIS

L'année mémorable de 1905 s'approche et la première révolution russe s'annonce. Tous les Russes sont amnistiés et Tcherkesov, lavé ainsi de son passé noir, procède bientôt en Russie, avec sa femme, à un voyage prolongé, duquel un journal américain le *Chicago Daily News*, où il a beaucoup écrit, conservera un récit intéressant. Il se fixa à Tiflis, où la réaction se fait bientôt jour comme partout ailleurs.

Mais, pendant ces mois d'une liberté relative, après la

première révolution russe. Tcherkesov organisa, à Tiflis, l'Université populaire avec des conférences et des classes en russe, géorgien, arménien et tartare. L'administration de cette université était entièrement entre les mains des ouvriers et chaque nationalité organisa sa section autonome, invita des conférenciers, etc., mais chaque mois les sections se réunissaient pour discuter les questions générales. L'idée de Tcherkesov était de rétablir, en pratique, la solidarité parmi les nationalités qui, quelques mois auparavant, grâce aux instigations du gouvernement russe, était rudement ébranlée par les massacres arméniens-tartares. L'Université Populaire ne tarda à jouir d'une grande faveur; elle se développa et organisa des filiales dans toutes les villes. Par la suite, cette institution prit un grand élan, sous le régime de la république géorgienne indépendante (1918-21), quand elle reçut des subsides du gouvernement; on se préparait alors, à élargir le mouvement, lorsque l'invasion bolcheviste mit fin à tout. Le président de l'Université Populaire, Natadze, fut arrêté et mourut de faim en prison.

Vers le mois d'avril 1907, les Géorgiens rédigèrent une « Pétition du Peuple géorgien à la Conférence internationale de la Paix à La Haye, 1907. » (4 pp. fol. 18, juin 1907), dont Tcherkesov fut porteur et qui lui valut un nouvel exil, ce qui montre qu'il fut toujours le porte-parole de son pays devant l'opinion européenne.

Après 1907, il vit dans le même milieu anglais qu'auparavant. Ses voyages à Paris, ville où il se sent mieux, ont chaque fois pour effet de le rajeunir, en présence de son optimisme, de sa joie naïve à chaque succès ouvrier, à chaque manifestation de l'esprit de révolte, on ne pense pas à son âge. La guerre arrive, et sa manière de voir, pareille en ce moment à celle de Kropotkine, le sépare de beaucoup de camarades, entre autres, de Malatesta.

**

1917 — L'INDÉPENDANCE GÉORGIENNE

Lorsqu'en 1917, la seconde révolution éclata et que la république y fut proclamée, tous les proscrits rentrèrent en Russie. En mai 1917, deux semaines avant Kropotkine, Tcherkesov arrive à Pétrograd. Voyant que les partis socialistes étaient aussi centralistes que les réactionnaires russes, Tcherkesov, après avoir passé quelques semaines avec Kropotkine, et envisagé la situation avec celui-ci, partit pour la Géorgie en vue d'y travailler contre la tendance marxiste et étatiste qui se faisait jour en Russie.

Après le coup d'Etat bolcheviste à Petrograd et Moscou, les social-démocrates (menchévistes), géorgiens, arméniens et tartares, proclamèrent la république fédérative de Transcaucasie. Les bolchevistes russes cédèrent, par le traité de Brest-Litovsk, quelques provinces géorgiennes et arméniennes aux Turcs qui s'empressèrent de s'emparer de ce territoire. Les Géorgiens et Arméniens essayèrent de s'y opposer, mais les Tartares ne voulaient pas se battre contre leurs coreligionnaires et la fédération transcaucasienne fut dissoute. Aussitôt, la Géorgie reprenait, en mai 1918, son existence nationale indépendante, interrompue par un siècle d'oppression russe.

Les Géorgiens se mirent à l'œuvre en vue d'organiser leur vie sur une base vraiment démocratique et même socialiste. Des réformes agraires très radicales, le suffrage universel pour hommes et femmes, furent introduits. La Géorgie se déclara neutre, et de même qu'elle avait refusé de prendre part, avec les Bolchevistes, au traité de Brest-

Litovsk, de même elle refusait de se joindre aux interventions armées de Denikine et de Wrangel.

La vie économique commençait à reprendre, et l'ordre et la tranquillité relative faisaient dire aux réfugiés russes que la Géorgie était le seul coin de l'ancien empire, où régnaient la paix et la liberté. De son côté, la délégation socialiste internationale qui se rendit en Géorgie, en septembre 1920, se déclara enchantée.

L'INVASION BOLCHÉVISTE

Malheureusement, le peuple géorgien ne devait pas continuer à jouir de son droit de vivre sa vie nationale. Trotsky, le chef du militarisme bolcheviste, sut imposer son plan de conquête impérialiste aux autres Bolchevistes, et en février 1921, sans déclaration de guerre, les armées rouges, commandées par des généraux tsaristes, envahirent la Géorgie. Malgré une résistance héroïque de toute la nation, le triomphe resta au nombre écrasant des Russes, et la Géorgie fut soviétisée. Les réquisitions, poursuivies méthodiquement, en vue de transporter en Russie, toutes les richesses, toutes les denrées, causèrent en peu de temps, la famine. Toute liberté politique et civile fut supprimée, la Tcheka et l'armée russe régnaient en maîtres tout-puissants. Les éléments avancés, socialistes et intellectuels, furent arrêtés comme otages. Jamais le régime tsariste n'a causé autant de misère, de désespoir que le règne sanguinaire de l'impérialisme bolcheviste s'abritant sous les plis du drapeau rouge, soi-disant socialiste. Toujours ami du peuple russe, le peuple géorgien est absolument uni, dans sa demande d'être libéré des armées russes.

En voyant qu'aucune propagande contre le prétendu socialisme-marxisme bolcheviste n'était possible en Géorgie et que tout autre travail d'organisation sociale lui était interdit sous le régime de terreur en vigueur, Tcherkesov se décida à revenir en Europe pour défendre les droits de son pays devant ceux qui sont convaincus que la liberté et la justice doivent être les bases de l'existence nationale et individuelle.

Tcherkesov a été actif jusqu'au moment où la maladie l'a terrassé. Il a pris la parole en public, pour la dernière fois, le 30 mai 1924, au cours d'un meeting organisé sur son initiative, en faveur des révolutionnaires emprisonnés en Russie. C'est un sujet qui ne laissait son esprit en repos, ni jour, ni nuit. Le meeting, présidé par le syndicaliste Turner, fut un succès. Quelques semaines avant sa mort, il s'occupait encore à traduire une brochure publiée par des Géorgiens en protestation contre le régime bolcheviste et sa défense plus ou moins avouée, par la délégation des *Trade Unions*, en Russie.

Voilà donc quelques pages de la vie d'un homme qui a toujours travaillé à nous rapprocher de l'âge de la liberté et de la solidarité, et qui a fait cela en créant autour de lui, une atmosphère d'optimisme courageux, de camaraderie et de bons procédés réciproques, qui a enseigné à ceux que la propagande avait touchés, à se sentir *at home*, dans l'anarchie. La Géorgie telle qu'il la rêvait nous a toujours paru extraite d'une utopie libertaire. Puisse, en souvenir de Tcherkesov, ce rêve devenir une réalité, pour la Géorgie et pour nous tous.

M. NETTLAU.

L'INFORMATION ET LA CRITIQUE DES FAITS

Desplanques a dit dans le dernier numéro quelles sont les études qui nous intéressent principalement. La critique sociale a été abondamment faite, et tout a été dit à ce sujet. Nous voulons aller plus loin. Au lieu de gâcher du papier à critiquer les institutions bourgeoises, nous voulons étudier les possibilités de nouvelles formes sociales, nous occuper des questions d'éducation, de l'organisation communale, etc., etc.

D'ailleurs, pour faire de la critique sociale, il nous faudrait paraître plus souvent. C'est l'actualité qui illustre la critique et la rend vivante. Il y a longtemps que l'actualité est morte, lorsque les articles, confiés à Desplanques, sortent enfin du tirage. Je me hâte d'ajouter que Desplanques n'en est pas responsable.

Nous trouvons inutile de parler du gouvernement et de ses actes. L'autorité conduit toujours aux mêmes abus. M. de Monzie dénie aux instituteurs la liberté d'opinion. M. Chaumet agit brutalement contre la manifestation des téléphonistes, dite grève d'avertissement. La politique coloniale de M. Painlevé est forcément celle de tous les gouvernements précédents.

Il faudrait aussi des protestations sans nombre contre la politique des gouvernements étrangers. Au milieu de toutes les ignominies qui se commettent journellement, il est nécessaire de mettre au pilori la politique du gouvernement actuel de la Bulgarie. Nous sommes obligés de nous contenter d'insérer la note ci-dessous qui aurait dû passer dans un des numéros précédents :

Une vague de réaction féroce sévit en ce moment à l'est de l'Europe. En Bulgarie, en Pologne, en Bessarabie, des atrocités et des barbaries sans nom sont perpétrés dans ces pays par leurs gouvernements respectifs. Le sang coule en Pologne où des communistes sont condamnés à mort et exécutés; le sang coule à grands flots en Bulgarie où le meurtre et l'assassinat sont devenus l'arme légale d'un gouvernement farouche contre ouvriers et paysans, contre anarchistes et communistes; en Bessarabie, des centaines d'ouvriers et paysans attendent le même sort aux mains du gouvernement roumain.

Nous ne pouvons passer sous silence ces ignominies quotidiennes d'une réaction en panique. Qu'importent les opinions politiques des persécutés quand c'est toute l'humanité qui souffre du martyre de ses enfants! Qu'importe que ce soient des communistes qui tombent sous les coups de la brutalité gouvernementale, eux qui emploient les mêmes moyens de répression contre les révolutionnaires quand ils sont chez eux, en Russie! Toute notre solidarité va aux révoltés, quels qu'ils soient. Toute notre opprobre va aux gouvernements, quels qu'ils soient, eux aussi.

S. C.

Nous recevons une protestation d'un club espéranto de Changai sur la conduite de la police anglaise, durant les troubles récents qui ont ensanglanté cette ville. Autant

qu'il nous semble, le conflit est originairement d'ordre économique : les patrons (Européens) contre leurs ouvriers (Chinois), mais il est tout naturel qu'il dévie en un conflit de race. Nous avons demandé à un de nos camarades chinois de nous préciser les faits, en rattachant cet incident à la lutte universelle et éternelle.

**

Les journaux annoncent qu'on a volé à Nice, dans la villa d'un résident de France au Cambodge, la statue en bronze d'une divinité indo-chinoise, statue très ancienne et de grande valeur. Les journaux ne nous disent pas où le résident au Cambodge a lui-même « acheté » la statue.

AU SUJET DU MUSEE KROPOTKINE

Le *Libertaire* du 25 septembre publie une note sur les conflits relatifs au Musée Kropotkine, à Moscou. Le Comité, qui, dès le début de l'existence du Musée, s'est fondé à Paris pour le soutenir et qui se tient au courant de tout ce qui touche à sa vie, doit faire la déclaration suivante :

Les faits dont il s'agit nous sont exactement connus par des lettres émanant de camarades dignes de confiance. Nous jugeons inutile de les exposer par le menu; il suffira de dire l'essentiel :

1° Le Comité qui est à la tête du Musée de Moscou n'est pas, en effet, composé des seuls anarchistes. Nous vous refusons à être juges ici, de loin, des considérations pour lesquelles la veuve de KROPOTKINE en a décidé ainsi; son attachement aux idées de son mari, qu'elle a toujours partagées, et son caractère personnel écartent la moindre suspicion quant à ces motifs. La composition du Comité est, d'ailleurs, au plus haut point honorable : sa présidente est VERA FIGNER, la révolutionnaire russe universellement connue et respectée, qui a passé dans la forteresse de SCHLIESSELBOURG près de trente années de sa vie; quant à CIBOLINE, dont le nom est cité dans la note du *Libertaire*, c'est également un vieux militant de la révolution, ayant passé de longues années à SCHLIESSELBOURG.

2° La campagne menée contre ce Comité a eu pour un des principaux chefs, SANDOMIRSKY, dont le nom est bien connu de nos camarades, ici comme en Russie, et dont il a été plus d'une fois question dans le *Libertaire*.

3° KHAËCHARDINE, qui est un des auteurs du factum de Moscou, appartient à cette Fédération anarchiste-communiste, à la tête de laquelle se trouve KARELINE, dont on a plus d'une fois signalé l'attitude conciliante vis-à-vis du gouvernement.

Des membres de cette organisation ont pu, d'autant plus facilement, s'infiltrer dans la Section anarchiste du Musée que presque tous les anarchistes indépendants ont été emprisonnés, déportés, expulsés. Le fait de l'arrestation de KHAËCHARDINE (dont nos camarades russes ne cessent de s'étonner) ne change rien à cette situation.

Il y a deux mois, une lettre d'un de nos meilleurs camarades de Moscou nous prévenait que des écrits calomnieux contre le Comité du Musée et spécialement contre la veuve de KROPOTKINE allaient être expédiés à l'étranger et que,

peut-être, même des faux, des lettres apocryphes allaient être mis en œuvre. Voilà que cette prédiction se réalise.

Nous mettons en garde tous nos camarades contre cette campagne. Nous espérons que cette déclaration suffira pour déjouer les calculs des ennemis déguisés de notre mouvement, qui, dans un pays où toute la propagande anarchiste a été étouffée, s'attaquent à la seule institution qui, à Moscou, a pu subsister au milieu des persécutions et où, avec la mémoire de KROPOTKINE, vit encore l'esprit anarchiste.

Pour le Comité,

Le Secrétaire :

CH. DESPLANQUES.

Après la publication par le *Libertaire* de la note contre laquelle nous protestons, nous avons demandé l'insertion de la présente rectification. Cette insertion nous a été refusée.

CHOSSES DE RUSSIE

Un ami retour de Russie nous donne en ces quelques phrases brèves ses impressions sur les conditions d'existence dans la République Soviétique.

Les nouvelles que l'on peut donner de Russie ressemblent étrangement à tout ce que l'on pourrait écrire d'un pays quelconque — la misère en plus.

On peut avoir autant d'argent que l'on veut. Les magasins sont ouverts partout. Dans les théâtres, cinémas on paie des prix variés. Avec un supplément de prix vous avez dans les trains des places réservées. On laisse tranquilles tous ceux qui ne s'occupent pas de politique et se tirer d'affaire comme ils peuvent; quant aux opposants ils risquent gros.

La police secrète et autre sont très développées.

Si une usine marche trop bien on y fait simplement par-ci par-là une descente pour y prélever des retenues formidables.

A part cela, vous entendez du Debussy, du Wagner, du Stravinsky et vous avez toutes les chances de voir beaucoup de Matisse, Pissaro et même pas mal de Carrière, Monet, Manet, etc...
Manet, etc...

Les musées sont très bien conservés. Expositions nombreuses.

La protection de la femme est assurée par des œuvres multiples.

La nourriture est assez bon marché; les logis rares; les vêtements en loques.

Je crois que la seule trace de communisme qu'il y ait en Russie, c'est dans les grandes villes, le partage des appartements d'après le nombre des habitants, ce qui amène des voisinages forcés et souvent plus ou moins agréables.

On sort difficilement de ce pays. Les Bolchevistes ne laissent pour ainsi dire personne quitter la Russie.

Adresser lettres et mandats à CH. DESPLANQUES, 15, rue Ferdinand-Duval, Paris.